



BRÉSIL



D 2223 • Br30
16-31 mai 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Enfants
Travail
Exploitation
Politique sociale

LE TRAVAIL DES ENFANTS

La Marche mondiale contre le travail des enfants, après avoir commencé en différents points du globe et sillonné de nombreux pays, atteindra son terme à Genève le 3 juin, devant le Bureau international du travail (BIT). L'Amérique latine est fortement concernée par cette lutte puisqu'on estime qu'un enfant sur cinq y exerce une activité. C'est la

situation du travail des enfants au Brésil qui est ici présentée plus en détail grâce à un article de Maria Eunice Araújo de Castro, conseillère juridique pour la convention établie entre la Commission pastorale de la terre (CPT) et l'Organisation internationale du travail (OIT). Cet article est paru dans Pastoral da Terra, décembre 1997 (Goiânia, Goiás, Brésil).

L'année 1997 s'est caractérisée par un immense débat autour de la réforme agraire avec les actions des travailleurs, le Cri de la terre Brésil et la Marche nationale des sans-terre. Celle-ci fut considérée comme la plus grande manifestation politique des dernières années et a eu un impact sur le gouvernement et la société. Ces mouvements ont provoqué d'autres activités et ont suggéré à d'autres secteurs sociaux l'idée de mouvement, de marche, comme c'est le cas pour la réalisation de la Marche mondiale pour la suppression du travail des enfants qui aura lieu en 1998. Au Brésil, le lancement de la Marche mondiale a déjà eu lieu. La petite marche de Brasilia a réuni plus de 1 000 garçons et filles, représentants des campagnes et étudiants de Brasilia, le 9 octobre. Un groupe de 40 enfants, représentant la 3ème Rencontre nationale des Petits travailleurs ruraux (environ 500 participants) a remis au président Fernando Henrique Cardoso un document qui revendique des mesures énergiques du gouvernement pour en finir avec l'exploitation des enfants.

Ces mobilisations sont nécessaires car c'est en sensibilisant la société et le gouvernement, en faisant connaître le problème, en faisant des dénonciations qu'on peut entrevoir la prévention et la suppression du travail des enfants. Les données disponibles montrent l'augmentation du nombre de travailleurs parmi les enfants. Les données de 1995, de l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE) concernant

le marché du travail des enfants, montrent que sur 16,3 millions d'enfants de 5 à 9 ans, 522 185 sont sur le marché du travail, dont 423 679 en activité agricole. Les données de la Commission pastorale de la terre se réfèrent également au milieu rural et comprennent les 5 à 17 ans mais tous les États de la fédération ne sont pas représentés.

COMMISSION PASTORALE DE LA TERRE / 97*

TRAVAIL DES ENFANTS

États	Nombre	Activité
Paraná	253 000	Agriculture
Rio de Janeiro	29 000	Canne à sucre
Rio Grande do Sul et Santa Catarina	110 000	Tabac
Pernambuco	80 000	Canne à sucre et campements
Paraíba	72 000	Alcool de canne à sucre
Bahia	12 000	Culture du citron et du sisal
Alagoas	26 000	Canne à sucre et tabac
Goiás	33 105	Secteur rural
Mato Grosso do Sul	20	Charbonnière et canne à sucre
Rondônia	700	Cassitérite
Total	615 825	

* Données partielles basées sur des estimations publiées dans des journaux de diffusion nationale et fédérale

Cette réalité a mobilisé gouvernement et société. Le 21 janvier 1997, le président Fernando Henrique Cardoso a lancé dans la ville de Cabo de Santo Agostinho, à 50 km au sud de Recife (Pernambuco), un programme de suppression du travail des enfants dans la zone de la Mata pernambucana, comprenant les communes de Palmares, Joaquim Nabuco et Xexéu où près de 65 % des enfants sont analphabètes et où le revenu familial moyen est d'un demi-salaire minimum (56 reales¹). Le programme a pour objectif d'atteindre 13 000 enfants et adolescents de 7 à 14 ans qui travaillent dans les cultures de canne à sucre dans 13 communes de la région la plus pauvre de l'État. 20 % de la main-d'œuvre de ces cultures sont des enfants de moins de 14 ans. Pour ce travail, la majorité ne reçoit rien car ils aident les parents dans leur travail. Les familles devront recevoir des bourses de 50 à 150 reales (bourse enfant citoyen) dépendant du nombre d'enfants et de la fréquentation scolaire. Le programme devra atteindre initialement 2 200 enfants et plus tard les 44 villes de la zone de Mata, où environ 40 000 enfants sont exploités. Dans l'État de Pernambuco, selon le secrétaire de l'Action sociale, Edgar Moura Fernandes, 20 % de la main-d'œuvre des cultures de canne à sucre sont des enfants de moins de 14 ans. Il a regretté l'exclusion de José Carlos, 15 ans, du programme Brésil enfant citoyen. José Carlos a déclaré l'année passée "qu'un enfant qui travaille ne grandit pas"². Ces mineurs travaillent au moins 12 heures par jour à la coupe de la canne à sucre dans le Pernambuco. Pour le supporter et avoir de l'énergie, ils fument du crack et reçoivent pour une dure journée de travail la bagatelle de 2,50 reales³. Le programme prévoit d'être étendu à toute la zone de la canne à sucre du pays, y compris à d'autres parties du Nordeste et la région de Campos, dans l'État de Rio de Janeiro. Pour la région du sisal à Bahia, l'objectif est d'atteindre 15 000 enfants dans 16 com-

munes. Dans les charbonnières du Mato Grosso do Sul, 1 300 enfants reçoivent depuis mai de l'année passée 50 reales pour fréquenter l'école et abandonner les fours à charbon⁴.

Près de 1 200 enfants de sans-terre ont participé au défilé à Recife. Selon le Mouvement des sans-terre (MST) il y a plus de 10 000 enfants dans les 54 campements de Pernambuco.



Utopias

En Alagoas, 10 000 enfants de la campagne travaillent dans la culture du tabac. Au moins 10 000 enfants d'Agreste ont abandonné l'école pour travailler dans la culture du tabac. Le gouvernement a envoyé des techniciens dans la région pour vérifier la dénonciation selon laquelle ils sont soumis à un régime de demi-esclavage.

Plus de 11 000 enfants travaillent dans la culture du citron au Nordeste. Le travail des enfants dans la culture du citron peut être considéré comme esclave car il s'agit d'une activité douloureuse et pénible pour les enfants exposés au soleil et à la pluie plus de 12 heures par jour et soulevant des poids supérieurs à leur condition physique, ce qui compromet leur développement physique et psychologique.

Au Paraná la Fédération des travailleurs dans l'agriculture de l'État de Paraná (FETAP) a dénoncé le travail des mineurs dans la Fazenda Chaparral (qui produit des boutures de fruits - oranges et ananas) à Sabaúdia au nord de l'État. Le président du syndicat, Antônio Domingos Evangelhista, dit que 9 enfants entre 14 et 16 ans travaillent 8 heures par jour, aspergeant les cultures de produits toxiques sans les équipements de protection requis, masques, gants, combinaisons, bottes. Ils ont été renvoyés et ont juste reçu les jours de travail, sans aucun droit social. Il dit également que des 50 travailleurs de la fazenda, seulement 11 ont un contrat signé et les enfants ont été menacés avec un couteau quand ils ont refusé de faire des heures supplémentaires.

L'association des Planteurs de tabac du Brésil estime que le nombre d'enfants travaillant dans des cultures pour aider la famille peut atteindre 160 000. Une campagne a été lancée : "Enfants à l'école, futur garanti" contre le travail des enfants dans la zone rurale des trois États de la région sud (Rio Grande do Sul, Paraná et Santa Catarina). Les promoteurs prétendent atteindre 650 communes par la campagne qui sera retransmise dans les journaux, TV et radios. 160 000 tracts seront distribués aux familles productrices de tabac dans la région et des affiches seront placardées dans les écoles et organismes publics.

Dans l'État d'Acre, se trouve la zone rurale où il y a le plus grand nombre d'enfants hors de l'école et travaillant aux champs pour aider leurs parents. Les mineurs ne fréquentent pas l'école. Le paiement d'un salaire minimum aux familles qui enverraient leurs enfants à l'école est à l'étude et doit être appuyé par le programme Communauté solidaire⁵.

Au Rondônia, surtout à Bom Futuro et Ariquemes, le secrétaire d'État du travail et de l'action sociale, la délégation régionale du travail, la préfecture d'Ariquemes, la Coopersanta et l'Ebesa ont pour objectif commun d'empêcher le travail illégal d'enfants

1. Un dollar = 1,135 réal (NdT).

2. Jornal do Brasil, p. 4, 25/01/97.

3. Revista Desfile, n° 331, p. 57-59, mai 97.

4. Correio Brasiliense, 24/01/97, p. 16 ; FSP 21/01/97, p. 1-11 ; JB 25/01/97, p. 4.

5. Jornal a Gazeta, 4/07/97, archive CPT Acre.

et d'adolescents dans les zones d'exploitation de l'or. Le travail vise à conscientiser la communauté sur la nécessité de s'occuper de ces enfants. En outre, le projet vise à atteindre les enfants et adolescents de 7 à 14 ans dans l'école, avec le programme Bourse enfant citoyen⁶.

À Belo Horizonte (Minas Gerais) l'enquête de l'IBGE montre que 9,48 % des jeunes entre 10 et 14 ans travaillent. Beaucoup n'ont aucun contrat. Miguel Arroyo, professeur à l'Université fédérale du Minas Gerais, dit que le travail est une nécessité pour la majorité des enfants. Ils doivent concilier temps de travail, temps de survie et temps d'école. Il suggère que les institutions d'enseignement rendent leurs programmes et grilles d'horaires plus flexibles pour s'adapter à cette réalité. Pour lui, l'école devrait être un instrument d'inclusion sociale ce qui, avec le temps, aiderait à diminuer les niveaux de chômage et de pauvreté⁷.



CRUE

À Goías, environ 150 enfants de moins de 14 ans travaillent dans les cultures de Piracanjuba (Goías), estime le syndicat des travailleurs ruraux de la commune. Dans les plantations de tomates, le fruit lui-même sert d'aliment pour les journaliers. L'ingestion de tomates encore couvertes de produits toxiques (alerte la Fédération des travailleurs agricoles de l'État de Goías

6. O Estado (Roraima), 20/07/97, p. 5.

7. O Tempo (Minas Gerais), 13/07/97, p. 10.

LES CHIFFRES DE L'INJUSTICE

Les taux d'activité économique des enfants de 10 à 14 ans enregistrés par l'Organisation internationale du travail (OIT) sont dans les pays suivants :

- Brésil : 16,1 %
- Bolivie : 14,4 %
- Paraguay : 7,7 %
- Haïti : 25,3 %
- République dominicaine : 16,1 %
- Guatemala : 16,2 %
- Nicaragua : 14,1 %
- Mexico : 6,7 %

En Amérique centrale, le travail des enfants consiste essentiellement dans la fabrication à domicile de vêtements et de chaussures et, à une petite échelle, dans les mines, et dans le cas du Guatemala, dans les maquiladoras¹.

Au Costa Rica, l'âge minimum pour travailler est de 14 ans alors que l'éducation est obligatoire jusqu'à 15 ans, ce qui signifie que beaucoup d'enfants abandonnent les études pour aller travailler.

Selon la Banque mondiale, au Paraguay les mineurs contribuent presque au quart du revenu familial.

Au Mexique, il est illégal d'employer les enfants de moins de 16 ans. Toutefois, on estime que plus d'un million d'enfants âgés de 7 à 14 ans travaillent dans l'agriculture, tandis que 118 000 mineurs travaillent dans les rues de la ville de Mexico.

Aux États-Unis, on estime qu'il y a au moins 290 200 enfants qui travaillent illégalement.

Servicio Informativo, Alai, 5 mars 1998.

1. Entreprises de sous-traitance situées dans les zones franches. Cf DIAL D 2048 (NdT).

(FETAEG) provoque, par exemple, l'apparition de blessures à la bouche. En outre, des substances nocives s'accumulent dans l'organisme, ce qui peut avoir des conséquences plus graves à long terme. La FETAEG estime que plus de 1 000 enfants de moins de 14 ans travaillent dans le secteur de Goías. Outre les activités agricoles, ils augmentent la main-d'œuvre des char-

bonnières et des carrières⁸. À Rio Verde (Goías), Blits met en évidence le travail des enfants dans les cultures : 25 mineurs emmenés en autobus, par les parents, pour travailler dans les cultures à la cueillette des haricots, tomates et dans la coupe de la canne à sucre ont été pris en flagrant délit par

8. Correio Braziliense, 7/09/97, p. 28.

le ministère public. Parmi eux se trouvait une mineure de 14 ans enceinte, qui travaillait dans les cultures. La moyenne d'âge des enfants variait entre 8 et 14 ans. L'Arisco et le syndicat de l'industrie de l'alimentation de l'État de Goiás ont signé un accord avec la Délégation régionale du travail (DRT), le 25 septembre, s'engageant à ne pas acheter les produits de celui qui exploite le travail des enfants dans les cultures.

Forum national de prévention et suppression du travail des enfants

Ce forum comprend le gouvernement et les entités non gouvernementales et conduit des actions dans le secteur du travail des enfants. Les actions des programmes du Secrétariat d'assistance sociale (SAS), du Programme d'actions intégrées (PAI) liés au ministère de la prévoyance et de l'assistance sociale se trouvent à la tête du combat pour la prévention et pour la suppression du travail des enfants, en se rendant présents dans les secteurs appelés à risque. Le processus de prévention et de combat contre le travail des enfants est en route, il est nécessaire qu'il y ait une continuité visant à atteindre la racine du problème qui engendre l'exploitation de la main-d'œuvre des enfants. Le programme Commission pastorale de la terre et Organisation internationale du travail (CPT/OIT) fait partie de ce forum. La Commission pastorale de la terre, par des

données mises en évidence par le rapport des conflits 1996, divulgué en 1997, a montré une partie de la réalité ci-dessus, qui inclut les violences contre les mineurs dans les campagnes. Il y a eu une bonne couverture de la presse dans la diffusion de ces données. Également par des entrevues avec des journaux, des étudiants, elle a essayé de sensibiliser la société à la réalité du travail des enfants.

Le programme gouvernemental de prévention et de suppression du travail des enfants a retiré cette année environ 30 000 enfants des lieux de travail. À ce rythme de combat contre le travail des enfants, il faudrait 170 ans avant qu'aucun enfant ne soit plus obligé à travailler. Il y a déjà sur le marché du

travail brésilien près de 5 millions d'enfants entre 5 et 14 ans travaillant dans les conditions les plus dures. Le rapport de l'IBGE montre que la situation tend à empirer car, en dehors des enfants qui déjà travaillent à cause du manque de ressources des familles, un million d'enfants sont à la recherche d'emploi⁹.

Face à cela, il est nécessaire de considérer le développement humain comme composante intégrale d'un programme de prévention et de suppression du travail des enfants. Celui-ci requiert un modèle économique qui puisse satisfaire toutes les personnes, leur assurer une subsistance suffisante, avec pleine participation aux bénéfices du progrès économique et social.

Promouvoir le développement de l'être humain suppose la garantie d'accès à des modèles de vie supportables pour les pauvres, ce qui entraîne à :

- éviter une croissance non soutenable, à court terme,
- investir dans la création d'emplois,
- démocratiser l'information,
- favoriser l'accès aux marchés et à l'information sur ces derniers,
- redistribuer les biens productifs,
- réaliser la réforme agraire,
- établir des lois sur les salaires et le droit du travail,
- permettre l'accès à la santé, à l'éducation, au loisir.

9. Revista Veja, ed. n° 1520, 5/11/97, p. 105.

*Traduction DIAL.
En cas de reproduction,
mentionner la source DIAL*



Amoldo (Archive CPT)

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18